

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.386/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 27 septembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 26 avril 2006 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", a donné le 23 octobre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Portée du projet

Le présent projet d'arrêté royal oblige les centres de contrôle dépendant des organismes agréés pour effectuer les contrôles techniques à prendre en considération le rapport effectué par un des centres de diagnostic agréés par le ministre qui a le contrôle technique dans ses compétences dans le cadre du contrôle technique occasion obligatoire mentionné à l'article 23sexies, § 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité (ci-après l'arrêté royal du 15 mars 1968) (contrôle complémentaire ajouté au contrôle technique non périodique prévu lors de l'immatriculation d'un véhicule de catégorie M1 ou N1).

Le contrôle occasion obligatoire introduit par l'arrêté royal du 26 avril 2006 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 (ci-après l'arrêté royal du 26 avril 2006) ⁽¹⁾ est effectué par un organisme agréé. Il comporte un contrôle complet au sens de l'article 23bis de l'arrêté royal du 15 mars 1968 et un contrôle supplémentaire effectué selon l'annexe 22 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 insérée par l'arrêté royal du 26 avril 2006 ⁽²⁾.

⁽¹⁾ L'entrée en vigueur de cet arrêté a été reportée au 15 novembre 2006 par l'arrêté royal du 5 août 2006.

⁽²⁾ "Le contrôle supplémentaire a pour seule fonction de mieux informer l'acquéreur d'un véhicule d'occasion sur son état. Comme le relève le délégué du ministre, les conclusions communiquées dans ce contexte par l'organisme de contrôle sont cependant susceptibles d'engager sa responsabilité", avis 39.864/4 donné le 6 mars 2006 sur le projet d'arrêté royal qui deviendra l'arrêté royal du 26 avril 2006.

Cette prise en considération a lieu pour autant que le rapport dressé par le centre de diagnostic agréé date de moins de deux mois à compter du moment où le véhicule est présenté pour le contrôle obligatoire occasion et qu'il porte au moins sur les points visés à l'annexe 22 de l'arrêté royal du 15 mars 1968.

La prise en considération du rapport effectué par le centre de diagnostic agréé a pour conséquence que le contrôle occasion obligatoire consiste uniquement en un contrôle complet du véhicule. Le contrôle supplémentaire n'est dans ce cas plus requis.

Examen du projet

1.1. Selon le préambule de l'arrêté royal en projet, il convient de rechercher le fondement légal dans l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments, ainsi que les accessoires de sécurité (ci-après la loi du 21 juin 1985).

En ce qu'il établit certaines modalités du contrôle occasion obligatoire visé à l'article 23sexies, § 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 et en ce qu'il introduit la notion de "centre de diagnostic agréé" dans la réglementation relative au contrôle technique automobile, l'arrêté en projet se rattache plus précisément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et alinéa 2, de la loi du 21 juin 1985.

L'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 21 juin 1985 dispose :

"Le Roi arrête :

[...]

2° les mesures de contrôle de l'application des règlements visés au 1^{er}" ⁽³⁾.

⁽³⁾ Le 1° dispose que :
"1° les conditions techniques relatives aux véhicules de transport par terre, à leurs éléments et aux accessoires y compris ceux de sécurité, qu'il désigne, telles que les conditions relatives à leur construction, leur assemblage, leur agrément, leur homologation, leur réparation et leur entretien;"

L'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 21 juin 1985 dispose :

"Sur proposition du Ministre ayant les transports par terre dans ses attributions, le Roi peut confier le contrôle des véhicules en circulation à des organismes agréés à cette fin par Lui, aux conditions qu'Il détermine [...]".

Les travaux préparatoires de la loi du 21 juin 1985 indiquent que :

"La nature de ces organismes n'est pas précisée dans la présente loi de façon à permettre au Ministre ayant le transport dans ses attributions d'agréer soit des organismes privés, soit des organismes publics pour effectuer le contrôle technique des véhicules". ⁽⁴⁾

La rédaction large de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 21 juin 1985 permet de faire entrer la notion de "centre de diagnostic agréé" dans la notion d'"organismes agréés". En effet, bien que le projet d'arrêté royal ne le prévoit pas expressément, on peut déduire de l'économie du système que les centres de diagnostic agréés effectuent un contrôle du véhicule puisqu'ils en examinent l'état notamment par rapport à l'annexe 22 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 et que leur contrôle conduit à l'élaboration d'un rapport qui, dans certaines conditions, pourra se substituer au contrôle supplémentaire mentionné à l'article 23sexies, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 .

Il ressort des explications fournies par le délégué du ministre que les centres de diagnostic agréés ne sont pas mis sur le même pied que les organismes de contrôle technique. Ces centres ne sont pas appelés à effectuer des contrôles techniques réguliers au sens du chapitre 4 de l'arrêté royal du 15 mars 1968. Leur contrôle porte sur 250 points qui englobent notamment les 39 points mentionnés à l'annexe 22 de l'arrêté royal du 15 mars 1968. À la suite de ce contrôle, les centres de diagnostic agréés rédigent un rapport permettant de connaître l'état du véhicule. Ce rapport, s'il date de moins de deux mois, est pris en considération par les centres de contrôle technique dans le cadre du contrôle occasion obligatoire. Seuls les centres de contrôles techniques demeurent compétents pour délivrer le certificat occasion.

⁽⁴⁾ Doc. Parl., Chambre, 1982-1983 , n° 616/1, p. 2.

Deux types d'organismes agréés sur base de l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1985 coexistent donc : les organismes agréés au sens de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation et les centres de diagnostic agréés, qui seraient agréés en vertu de l'article 23^{sexies}, § 4, alinéa 3, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968.

1.2. À cet égard deux observations s'imposent.

L'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée du 21 juin 1985 dispose qu'il appartient au Roi d'agréer les organismes de contrôle des véhicules. Il s'en déduit que ce pouvoir ne peut être attribué au ministre.

Il n'appartient pas davantage à ce dernier de fixer les conditions auxquelles ces organismes sont agréés et ce, en vertu de la même disposition.

En conclusion, le projet à l'examen doit être fondamentalement revu sur ces points.

2. L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur ce que l'arrêté royal ainsi revu doit entrer en vigueur au plus tard le 15 novembre 2006, date à laquelle l'arrêté royal du 26 avril 2006 entre en vigueur, sauf à reporter cette dernière date.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme Cl. MERTES, référendaire.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.386/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 september 2006 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 april 2006 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", heeft op 23 oktober 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Strekking van het ontwerp

Bij dit ontwerp van koninklijk besluit worden de keuringscentra die ressorteren onder de instellingen erkend om technische keuringen uit te voeren, verplicht rekening te houden met het rapport door één van de diagnosecentra erkend door de minister bevoegd voor technische keuring opgemaakt in het kader van de verplichte tweedehandskeuring bedoeld in artikel 23sexies, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen (hierna te noemen koninklijk besluit van 15 maart 1968) (extra keuring bovenop de niet-periodieke keuring waarin is voorzien bij de inschrijving van een voertuig van categorie M1 of N1).

De verplichte tweedehandskeuring ingevoerd bij het koninklijk besluit van 26 april 2006 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 (hierna te noemen het koninklijk besluit van 26 april 2006) ⁽¹⁾ wordt uitgevoerd door een erkende instelling. Het omvat een volledige keuring in de zin van artikel 23bis van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 en een bijkomende keuring uitgevoerd overeenkomstig

⁽¹⁾ De inwerkingtreding van dit besluit is bij het koninklijk besluit van 5 augustus 2006 uitgesteld tot 15 november 2006.

bijlage 22 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 april 2006 ⁽²⁾.

Met het door het erkende diagnosecentrum opgemaakte rapport wordt rekening gehouden voorzover het jonger is dan twee maanden te rekenen vanaf het tijdstip waarop met het voertuig voor die verplichte tweedehandskeuring wordt voorgereden, en het op zijn minst betrekking heeft op de punten genoemd in bijlage 22 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968.

Dat met het rapport opgemaakt door het erkende diagnosecentrum rekening wordt gehouden heeft tot gevolg dat de verplichte tweedehandskeuring enkel bestaat in een volledige keuring van het voertuig. De bijkomende keuring is in dat geval niet meer vereist.

Onderzoek van het ontwerp

1.1. Luidens de aanhef van het ontworpen koninklijk besluit is de rechtsgrond terug te vinden in artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen (hierna te noemen de wet van 21 juni 1985).

Doordat het ontworpen besluit een aantal nadere regels vaststelt voor de verplichte tweedehandskeuring bedoeld in artikel 23^{sexies}, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 en doordat het het begrip "erkend diagnosecentrum" invoert in de regeling betreffende de autokeuring, sluit het meer bepaald aan bij artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid, van de wet van 21 juni 1985.

(2) "Die bijkomende keuring is [...] enkel bedoeld om de koper van een tweedehands voertuig beter in te lichten over de staat van dat voertuig. De gemachtigde van de minister vestigt de aandacht erop dat de keuringsinstelling, door de conclusies die ze in dat verband meedeelt, evenwel een zekere verantwoordelijkheid draagt" advies 39.864/4 van 6 maart 2006 over het ontwerp van koninklijk besluit dat het koninklijk besluit van 26 april 2006 is geworden.

Artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 21 juni 1985 bepaalt het volgende :

"De Koning bepaalt :

[...]

2. de maatregelen inzake controle op de toepassing van de [in] 1 bedoelde reglementen;" ⁽³⁾.

Artikel 1, § 1, tweede lid, van de wet van 21 juni 1985 bepaalt het volgende :

"Op voorstel van de Minister die het vervoer te land onder zijn bevoegdheid heeft, kan de Koning de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen toevertrouwen aan instellingen die hiertoe door Hem erkend worden onder de door Hem gestelde voorwaarden [...].

In de parlementaire voorbereiding van de wet van 21 juni 1985 staat het volgende :

"De aard van deze instellingen is in deze wet niet nader omschreven zodat aan de Minister die het vervoer onder zijn bevoegdheid heeft de mogelijkheid wordt gelaten hetzij privé-instellingen hetzij openbare instellingen te erkennen om de technische controle van de voertuigen uit te voeren." ⁽⁴⁾

De ruime redactie van artikel 1, § 1, tweede lid, van de wet van 21 juni 1985 maakt het mogelijk het begrip "erkend diagnosecentrum" te laten vallen onder het begrip "erkende instellingen". Uit de opzet van de regeling kan immers worden afgeleid, ook al bepaalt het ontwerp van koninklijk besluit dit niet uitdrukkelijk, dat de erkende diagnosecentra het voertuig keuren, aangezien ze meer bepaald op basis van bijlage 22 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 de staat ervan onderzoeken, en hun keuring leidt tot het opmaken van een rapport dat onder bepaalde voorwaarden in de plaats kan

⁽³⁾ In 1 staat :
"1. de technische eisen voor voertuigen voor vervoer te land, voor de onderdelen ervan en voor het veiligheidstoebehoren door Hem aangewezen, zoals de eisen betreffende hun bouw, assemblage, erkenning, goedkeuring, herstelling en onderhoud;"

⁽⁴⁾ Gedr. St., Kamer, 1982-1983, nr. 616/1, blz. 2

komen van de bijkomende keuring genoemd in artikel 23*sexies*, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968.

Uit de uitleg van door de gemachtigde van de minister blijkt dat erkende diagnosecentra niet op gelijke voet staan met instellingen voor technische keuring. Het is niet de taak van die centra regelmatige technische keuringen uit te voeren in de zin van hoofdstuk 4 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968. De keuring die zij uitvoeren heeft betrekking op 250 aandachtspunten waaronder onder meer de 39 punten genoemd in bijlage 22 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968. Na die keuring stellen de erkende diagnosecentra een rapport op waaruit de staat van het voertuig blijkt. Met dat rapport wordt, indien het jonger is dan twee maanden, rekening gehouden door de centra voor technische keuring in het kader van de verplichte tweedehandskeuring. Alleen de centra voor technische keuring blijven bevoegd om het tweedehandsattest af te geven.

Er bestaan dus twee soorten instellingen die erkend zijn op basis van artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 naast elkaar : de instellingen erkend in de zin van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen, en de erkende diagnosecentra, die erkend zouden worden krachtens het ontworpen artikel 23*sexies*, § 4, derde lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968.

1.2. Dat geeft aanleiding tot twee opmerkingen.

Artikel 1, § 1, tweede lid, van de genoemde wet van 21 juni 1985 bepaalt dat het aan de Koning staat de instellingen voor de keuring van voertuigen te erkennen. Daaruit valt af te leiden dat die bevoegdheid niet aan de minister kan worden toegewezen.

Laatstgenoemde is, overeenkomstig dezelfde bepaling, evenmin gerechtigd de voorwaarden te bepalen waaronder die instellingen erkend worden.

Het besluit is dan ook dat het voorliggende ontwerp op die punten grondig moet worden herzien.

2. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt er ook op gevestigd dat het aldus herziene koninklijk besluit uiterlijk op 15 november 2006 in werking moet treden, de datum waarop het koninklijk besluit van 26 april 2006 in werking treedt, tenzij de laatstgenoemde datum naar een later tijdstip verschoven wordt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. Cl. MERTES, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN